

DEPARTEMENT DE L'AIN – COMMUNE DE NANTUA

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
CONSEIL MUNICIPAL-SEANCE ORDINAIRE du lundi 18 novembre 2024 à 19h**

Légalement convoqué le 12 novembre 2024, le Conseil municipal s'est réuni en séance ordinaire le lundi 18 novembre 2024 à 19h, à l'Hôtel de Ville, sous la présidence de Monsieur Jean-Pascal THOMASSET, Maire.

Présents : Mmes et MM. Bernard TAVERNIER, Renaud DONZEL, Séverine DEBUS, Olivier ROBIN, Annie COLOMB, Radikah JUMMUN, Jean-Michel LEGRAND, Sylvie CHARDEYRON, Nathalie TISSOT, Eric TRINQUET, Denis COLLET, Christophe BLANC, Suzy CASSAR, Bertrand BONNAMOUR, Brigitte CHEMIN.

Formant la majorité des membres en exercice.

Absents excusés :

Annick SERRE donne pouvoir à Séverine DEBUS
Florence GAUTHIER donne pouvoir à Sylvie CHARDEYRON
Jean-Henri LAURENT donne pouvoir à Christophe BLANC
Umus PERRONE excusée sans pouvoir

Absents non excusés : Nathalie ROMANET, Mhrican AVCI, Thomas GIRARD.

Nombre de membres en exercice : 23
Nombre de membres présents : 16
Nombres de pouvoirs : 3
Nombre de membres votants : 19

DR-2024-74	Suppression d'un poste d'adjoint	<u>Rapporteur</u> : Jean-Pascal THOMASSET
-------------------	---	--

La création du nombre de postes d'adjoints relève de la compétence du Conseil Municipal qui détermine librement le nombre d'adjoints en vertu de l'article L2122-2 du code Général des collectivités sans dépasser 30% de l'effectif légal du conseil municipal.

Vu le procès-verbal en date du 23 mai 2020 relative à l'élection du Maire et des adjoints fixant le nombre de ces derniers à 5.

Vu l'élection ce même jour de M. Jean-Michel LEGRAND au poste de 5^{ème} adjoint.

Vu la démission de M. Jean-Michel LEGRAND qui a souhaité se démettre de ses fonctions d'adjoint au Maire, par courrier en date du 27 septembre 2024 adressé à Mme la Sous-Préfète de Nantua.

Vu le courrier de Mme la Sous-Préfète de Nantua en date du 02 octobre 2024 faisant droit à cette demande.

Conformément aux dispositions du Code de Justice Administrative, le tribunal administratif de Lyon peut être saisi par voie de recours formé contre la présente délibération pendant un délai de deux mois commençant à courir à compter de la plus tardive des dates suivantes :

- date de sa réception en Préfecture de l'Ain (Sous-préfecture de Nantua)
- date de sa publication et/ou de sa notification

Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant l'Autorité territoriale, auteur de l'acte, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux qui recommencera à courir :

- soit à compter de la notification de la réponse de l'Autorité territoriale, auteur de la présente délibération ;
- soit deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse de l'Autorité territoriale, pendant ce délai.



DEPARTEMENT DE L'AIN – COMMUNE DE NANTUA

Considérant la vacance d'un poste d'adjoint au Maire,
Il est proposé conformément aux dispositions de l'article L 2122-2 du Code Général des Collectivités Territoriales de supprimer ce poste est de fixer le nombre de postes d'adjoints au Maire à 4 au lieu de 5.

Cela étant exposé, le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, a décidé, A L'UNANIMITE DE SES MEMBRES PRESENTS, de :

- **SUPPRIMER** le poste d'adjoint au Maire vacant
- **REDUIRE** à 4 le nombre des adjoints
- **PRENDRE ACTE** des modifications ainsi porté au tableau du conseil municipal tel que joint en annexe à la présente délibération

La Secrétaire de Séance,
Suzy CASSAR

Le Maire,
Jean-Pascal THOMASSET



Pour extrait conforme au registre des délibérations du conseil municipal.
Acte rendu exécutoire après dépôt en Sous-préfecture de Nantua le.....
Publication ou affichage le

Jean-Pascal THOMASSET, Maire de Nantua

Conformément aux dispositions du Code de Justice Administrative, le tribunal administratif de Lyon peut être saisi par voie de recours formé contre la présente délibération pendant un délai de deux mois commençant à courir à compter de la plus tardive des dates suivantes :

- date de sa réception en Préfecture de l'Ain (Sous-préfecture de Nantua)
- date de sa publication et/ou de sa notification

Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant l'Autorité territoriale, auteur de l'acte, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux qui recommencera à courir :

- soit à compter de la notification de la réponse de l'Autorité territoriale, auteur de la présente délibération ;
- soit deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse de l'Autorité territoriale, pendant ce délai.